

Les coûts de l'adaptation au changement climatique ont été sous-estimés

Dossier de la rédaction de H2o
December 2014

Malgré

en réduisant les émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau requis pour limiter la hausse des températures mondiales à 2 °C au cours de ce siècle, le processus d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement coûtera probablement deux à trois fois le montant prévu, estimé entre 70 et 100 milliards de dollars par an d'ici 2050, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement - PNUE.

Présenté à l'occasion d'une série de négociations décisives sur le climat à Lima, au Pérou, le premier rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation constitue une évaluation préliminaire de ces écarts au niveau mondial dans les domaines du financement, des technologies et des connaissances, et propose un cadre de travail en vue de mieux les cerner et les combler.

Ce rapport révèle que, bien que les fonds publics consacrés à l'adaptation aient atteint entre 23 et 26 milliards de dollars en 2012-2013, il faut s'attendre à un important déficit de financement après 2020, à moins de mobiliser de nouveaux investissements. Faute de mesures supplémentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le coût de l'adaptation grimpera encore davantage, comme l'indique le "Rapport 2014 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction d'émissions". En effet, il faudra mettre en place des interventions de plus grande ampleur et plus coûteuses pour protéger les communautés des impacts croissants du changement climatique, notamment de la sécheresse, des inondations et de l'élévation du niveau de la mer.

"Alors

que les dirigeants mondiaux sont réunis à Lima pour une nouvelle étape décisive en vue de la signature d'un accord mondial sur le changement climatique, ce rapport souligne l'importance d'y prévoir des plans détaillés concernant l'adaptation", explique Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE et sous-secrétaire général adjoint des Nations unies. "Certaines autorités nationales et locales inscrivent d'ores et déjà les impacts du changement climatique dans leur budget. Les hausses de coûts que cela implique pour les communautés, les villes, les entreprises, les contribuables et les budgets nationaux méritent plus d'attention, car elles ont de véritables conséquences économiques", ajoute-t-il. "Les autorités nationales et la communauté internationale doivent prendre les dispositions nécessaires pour qu'à l'avenir, les plans et les budgets tiennent compte des lacunes en matière de financement, de technologies et de connaissances", affirme-t-il. "Les conséquences sont particulièrement préoccupantes pour les pays les moins avancés, dont les ressources financières affectées au développement devront être redéployées pour financer des mesures d'adaptation." "Le rapport rappelle avec force que l'inaction peut coûter très cher. Les

débats sur les aspects économiques de la lutte contre le changement climatique doivent gagner en objectivité", poursuit-il. "Nous devons le faire pour nous, mais aussi pour la prochaine génération, car c'est elle qui devra régler l'addition."

Le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat estimait que l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement coûterait entre 70 et 100 milliards de dollars par an d'ici 2050, en se fondant principalement sur des chiffres de la Banque mondiale datant de 2010. Le rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation, rédigé en collaboration avec 19 institutions et centres de recherche majeurs, précise ces estimations à l'aide d'analyses et de modélisations intégrant de nouvelles études nationales et sectorielles. Il révèle que les chiffres annoncés par le GIEC ont sans doute été nettement sous-estimés. Ainsi, une étude récente indique que selon certaines estimations, l'adaptation coûterait en moyenne jusqu'à 40 milliards de dollars par an rien qu'en Asie du Sud.

Non seulement le rapport du PNUE révèle que les coûts d'adaptation, même en réduisant les émissions, seront sans doute deux à trois fois plus élevés que prévu, mais il signale également que les dépenses pourraient s'avérer encore plus importantes. Si l'on élargit l'analyse à tous les pays en développement, l'adaptation pourrait coûter jusqu'à 150 milliards de dollars d'ici 2025/2030, et entre 250 et 500 milliards de dollars par an d'ici 2050, en admettant que d'autres grandes mesures soient prises en vue de réduire les émissions jusqu'au niveau requis pour parvenir à limiter l'augmentation des températures mondiales au cours de ce siècle à 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

Le rapport 2014 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction d'émissions, publié début novembre, indiquait que pour maintenir la hausse des températures en dessous des 2 °C et parer aux conséquences les plus graves du changement climatique, l'objectif de neutralité carbone à l'échelle de la planète devait être atteint d'ici la seconde moitié du siècle. En revanche, en cas de statu quo, les émissions de gaz à effet de serre pourraient atteindre 87 GT de CO₂ en 2050, un chiffre bien au-delà du seuil de sécurité, et accroître les dépenses nécessaires pour s'adapter aux conséquences d'un réchauffement climatique rapide. Dans ce cas de figure, les coûts d'adaptation pourraient atteindre le double des prévisions les plus pessimistes.

PNUE - 05-12-2014